

L'effet de la rente des hydrocarbures sur la manifestation du nationalisme arabe après 1973

NOURREDINE ABDI
(CNRS, Paris)

Introduction

L'affirmation nationaliste arabe résulte toujours d'une reconnaissance quelque en soit le degré d'une identité arabe ou arabité ayant eu pour origine la presqu'île arabe. Dont la réputation fut sa capacité particulière à faire œuvre poétique. Au point où aujourd'hui encore cette œuvre se trouve cultivé sous le nom de poésie anti-islamique ayant fait l'objet de traductions en d'autres langues¹.

Cette arabité s'est répandue essentiellement avec l'usage de cette langue en laquelle ont été intégrées les diverses cultures des populations réunies en un Monde arabe. Populations qui ne peuvent être considérées comme originaires de cette presqu'île consistant pour l'essentiel en un désert. D'où une évolution profonde de cette arabité, au point de finir par présenter quelques légères variantes d'une région à l'autre au sein de ce Monde arabe. Variantes correspondants aux populations antérieures ainsi intégrés avant leur conversion à la religion musulmane. Ce dont résulte un caractère toujours quelque peu virtuel de cette arabité du Monde arabe. Dans l'introduction de sa grande étude intitulée d'ailleurs *Histoire des peuples arabes* et non pas du Monde arabe, achevée aux débuts des années 90, le professeur Albert Hourani n'est pas tout à fait sûr que « l'expérience historique des diverses régions étudiées (ainsi par ses soins) présente assez d'unité pour qu'on puisse les penser et en parler dans le même cadre » c'est-à-dire en considérant le Monde arabe en tant qu'un seul et même pays, au point qu'il le désigne aussi par l'expression « régions arabophones »².

Pendant Hourani inverse l'ordre des choses du moins pour ce qui est du Maghreb en disant « qu'on peut fonder sa cohésion sur le sentiment d'une ascen-

¹ *Musiques sur le fleuve*, Albin Michel, 1995.

² Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Editions du Seuil, 1993.

dance réelle ou imaginaire... et la renforcer par l'acceptation d'une même religion ». Or, dans cette région tout au moins, ce fut par la religion d'abord que l'intégration intervint, avant que ne se répande la langue arabe, du fait notamment de la présence d'une certaine élite arabophone au niveau des différents centres de pouvoir, ayant contribué fortement à cette évolution. Tel l'exemple d'Ibn Khaldoun qui a représenté un tel exemple de l'Andalousie à l'Égypte en passant par le Maghreb.

Même lorsque l'affirmation de l'arabité aboutira à un fort degré d'éthnisation sur cette base. Au point de célébrer la quasi unification de tous les pays du Monde arabe, à l'initiative surtout du nationalisme nassérien à partir de 1956, donnant lieu à la manifestation d'un arabisme assez séculier. Une mobilisation qu'illustrera notamment l'important engagement à l'encontre de toute domination étrangère, par l'appui apporté aux luttes pour l'indépendance comme à celle de l'Algérie jusqu'à 1962 et à celle de la Palestine. La lutte pour l'indépendance en Algérie de 1954 à 1962 ayant abouti à une scission entre la communauté des Algériens d'origine et de ceux d'origine européennes telle que le pays aboutira à la suite de son accès à l'indépendance à une importante ethnisation à la suite du départ de la plupart de ces derniers.

Cependant certains particularismes ont subsisté jusqu'à ce jour avec la poursuite de l'usage de langues antérieures comme c'est le cas au Maghreb avec notamment la berbère dont certains courants entendent le restaurer même par l'installation d'une autre autorité. En témoigne l'immense hommage rendu à Ait Ahmed décédé le 23 décembre 2015, à l'occasion de ses obsèques et du 40^{ème} jour de son décès en tant certes qu'un des principaux dirigeants du mouvement national et de la lutte pour l'indépendance, mais aussi que représentant de cette berbèrité.

I. Un nationalisme arabe énergético-exportateur

Mais ce qui marqua le plus le Monde arabe dans sa globalité ces dernières décennies, c'est l'impact de son rôle dans la production et l'exportation d'hydrocarbures, au point d'être entré dans une nouvelle phase surtout à la suite du premier choc pétrolier de 1973, par lequel se distingua cette toute nouvelle économie. Un avènement qui compensa l'impuissance en cette année, du Monde Arabe face à Israël et au soutien dont il bénéficiait de l'Occident. Au point où on s'y glorifia à cette occasion notamment en chantant le pétrole. Une nouvelle poésie arabe s'imposa ainsi mais sans commune mesure avec celle de l'Arabie anti-islamique. En Algérie le président Boumediène ira jusqu'à comparer la couleur rouge du pétrole algérien au sang des combattants pour l'indépendance du pays. Il en arrivera même jusqu'à dire par la suite que l'on allait semer le pétrole³. Après le décès du

³ Un mot qui me découragea dans mon effort de former en Algérie en tant que directeur de l'Institut National Agronomique des cadres pour l'agriculture, en acceptant un poste au CNRS à Paris.

président Boumediène qui l'avait destitué, le président Ben Bella ira plus loin considérant qu'il y aurait eu une bénédiction du sol des pays recelant du pétrole. Effectivement la disposition de ressources en hydrocarbures fut considérée ainsi comme une grâce, en tant que don surnaturel, au point de faire partie de l'affirmation identitaire. L'arabité se trouvait ainsi marquée par cette dotation dont la disposition était sublimée y compris avec l'affirmation d'une religiosité au point de dévaloriser le rôle nourricier de la terre et de se demander si ce n'est pas plutôt que de l'olivier et du palmier, ce ne serait pas de ce sous-sol pétrolier que l'on descendrait.

D'où l'engagement en faveur tant de la préservation de cette richesse à l'encontre des pays importateurs, que pour sa mise en valeur auprès d'eux, au point où l'on peut parler d'un nationalisme à part⁴.

Qui plus est cette image se trouvait renvoyé par les pays notamment occidentaux, au Monde arabe considéré en tant que gisement d'hydrocarbures dont le pétrole, dont on enviait ce privilège⁵. Ceci au point de se consoler en disant que si on ne dispose pas de pétrole, on a des idées.

Ainsi, parviendra-t-on dans ces conditions à menacer l'Occident notamment l'Europe par la voix du président Boumediène parlant au nom de ce Monde arabe énergétique-exportateur rentier. Ceci en prononçant un discours mémorable en disposant d'une tribune internationale⁶ sur le Nouvel ordre économique international qui lui paraissait inévitable, jusqu'à mettre en garde le dit « Nord » en fait l'Europe en parlant du « déséquilibre qui, s'il n'était pas résorbé, fera qu'un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire ».

Effectivement son discours s'avèrera prémonitoire, étant donné que sous sa direction, l'industrialisation de l'Algérie entreprise de façon bureaucratique sera éphémère Un revers qui prendra un caractère définitif dans les années 80 avec l'assassinat du président Boudiaf puis la destitution du président Chadli et du premier ministre.

II. La fin de l'unitarisme arabe

Toujours est-il que l'harmonie qui s'était imposée durant les années 60 entre les pays arabes se trouvera affectée par d'abord la différence de dotations entre eux

⁴ Nourredine Abdi, « Du nationalisme arabe au nationalisme pétrolier, l'orientation dirigiste », *La Crise des Empires, Suez-Budapest 1956*, Université de Szeged, Hongrie, 2007.

⁵ Paul Vieille, « Le pétrole comme rapport social », *Pétrole et société, Peuples Méditerranéens*, n°26, janvier-mars 1984, p. 3.

⁶ Session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU.

dans le domaine des hydrocarbures. Ceci au point où le Monde arabe finira par connaître une réduction de sa dynamique unitaire.

D'autant que ceux qui étaient bien pourvus finirent par utiliser cette ressource en tant que base quasi unique de leur économie, en sorte d'enclave énergéto-exportatrice dominante immergente. Ceci à des fins qui tendront à être essentiellement consommatoires. Et, il y eu à partir de là un engagement de ces régimes ainsi établis en vue de la seule préservation de cet équilibre établi avec les avantages assurés sur divers plans. Ceci avec le besoin actuel tel celui des dirigeants algériens de donner des assurances au delà de la possibilité de parvenir à assurer le maintien des conditions de vie courantes. Ce qui contribue à entretenir un certain état de confiance et même un esprit de suffisance, considérant comme une normalité ce sort particulier qui lui permet de se distinguer du reste de l'humanité dont pour commencer la partie arabe non pourvue, au point de la percevoir comme inférieure puisque non dotée par le destin. Il en est ainsi au point d'avoir tendance à considérer les conditions particulières dans lesquelles l'on vit comme pouvant se perpétuer indéfiniment.

Ceux qui sont moins pourvus ne pouvant supporter l'idée que leurs conditions de vie puissent se dégrader bien davantage, préfèrent s'en remettre d'une certaine façon à la providence pour le futur. Ce qui est significatif c'est qu'en milieu urbain surtout, au niveau même de villes notamment moyennes à partir desquelles devrait en principe se diffuser une certaine modernité au sein du pays profond, on peut constater une involution y compris sur le plan de la perspicacité, en compensant cet état d'incertitude par un certain fatalisme⁷.

Qui plus est dans certains de ces pays énergéto-exportateurs domine un préto-rianisme oligarchique porté par la rente⁸, au point d'en résulter une stabilité des régimes de ces pays à un niveau jamais atteint. En fait la puissance dépendra du poids de ce militaire qui prit une dimension sans proportion avec la productivité quasi inexistante du pays. Cependant la suffisance qu'afficheront les régimes de ces pays avec leur préto-rianisme donnera l'occasion à des pays occidentaux dont les États-Unis secondés par le Royaume Uni puis par la France, d'intervenir militairement. Ce dont résultera leur renversement en Irak puis en Libye à l'avantage de la mouvance salafiste laquelle ne parvenait pas à y jouer quelque rôle jusque-là. Ceci avec la bienveillance d'autres pays arabes dont l'Arabie Saoudite avec la quasi inépuisabilité de ses réserves en hydrocarbures même au-delà du jour où pourrait s'imposer une autre source d'énergie⁹. Au point de faire cavalier seul jusqu'à culti-

⁷ Ayant eu à participer à un colloque organisé dans l'une de ses villes, la séance durant laquelle j'eus à intervenir fut encadré par des militants d'un parti politico-religieux, avec des digressions conséquentes avant que je prenne la parole et après. Excédé, j'en étais arrivé par réaction à tenir quelques propos libertins au cours de mon intervention.

⁸ Nourredine Abdi, « Origine et fondement de la subordination du politique au militaire en Algérie », *Awal*, Paris, Editions de la MSH, n°24 et 26, 2001 et 2002.

⁹ Louis Blin, *Le pétrole du Golfe...* Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1956.

ver une voie particulière et tendre à s'imposer ainsi dans le Monde arabe voire au delà, en renonçant à emprunter la même voie que les autres pays arabes¹⁰.

III. Les limites du nationalisme arabe énergético-minier

Ceci au Maghreb à travers le cas de la Lybie et surtout de l'Algérie. Déjà l'arabité en impliquant une certaine reconnaissance envers tout le Moyen-Orient considéré comme en étant dans sa totalité son pays d'origine, limite au Maghreb et particulièrement en Algérie une prise en compte dans son expression nationaliste de l'ensemble régional dont elle fait partie. D'où un moindre sens du bien commun du fait d'un attachement à un nationalisme circonstanciel que favorise la disposition de la rente. Le pouvoir continuant à se parer sans cesse d'une référence à la lutte de libération nationale pour sa légitimation en tant que prétorianisme au pouvoir. Ceci à la différence du pays du printemps arabe tunisien où on s'efforce d'intégrer la variable démocratique, en attendant de parvenir à faire montre d'un certain volontarisme productiviste.

A cette situation au niveau intérieur de l'Algérie s'y ajouta du fait de l'usage fait de la rente d'autres conséquences sur le plan de ses relations avec les pays voisins. Ceci avec une appréhension restrictive de sa part voire en les déconstruisant, d'ensembles régionaux dont elle fait partie, à savoir le Maghreb, son versant sahélien, voire même la Méditerranée occidentale. Une fermeture qui s'était manifestée dès la fin des années soixante en grande partie à l'initiative de l'Algérie mais y compris de la Lybie en tant qu'effet du secteur énergético-exportateur dont ils disposèrent. Ce qui les entraîna à introduire cette triple discorde dont la conséquence fut leur non participation à quelque compétition économique que ce soit à cette triple échelle de même qu'au-delà. D'autant que les sensibilités qui se développèrent successivement autour de la nouvelle manne dans ces deux pays, étaient aussi contraires l'une que l'autre à la reconnaissance et la prise en charge effective de cette triple dimension, en tous cas à la réalisation de nos deux pays dans ces cadres. Ils ne pouvaient plus se distinguer ainsi au niveau international y compris dans le cadre des aires auxquels ils appartiennent, qu'en tant que pays de la rente distincts, quasi purs importateurs et exportateurs de leurs secteurs énergético-exportateurs.

¹⁰ Nabil Mouline, *Califat. Histoire politique de l'Islam*, Paris, Flammarion, 2016.

a) L'anti-maghrébinisme des États du Maghreb

Bien officiellement l'unification du Maghreb est considérée comme une étape dans celle du Monde arabe et qu'elle a fait l'objet du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) du 17 février 1989. L'Algérie parvient avec le Maroc à faire un obstacle majeur à sa réalisation notamment de la question du statut de la partie occidentale du Sahara émancipée de l'Etat espagnol, au point où les populations de cette petite région auront bon dos à cet effet.

Depuis, se développèrent peu les relations d'une appartenance commune de ces deux couples, l'algéro-libyen d'un côté et le maroco-tunisien de l'autre. Alors qu'on n'insistera jamais assez sur la gravité de la situation résultant de la fermeture de la frontière algéro-marocaine, à savoir un certain blocage de la croissance économique dans les deux pays, voire les 3 avec la Tunisie. Comme c'est admis, il en résulterait pour eux de leur fermeture l'un à l'autre, une diminution du taux de croissance de l'ordre de 2 points. Il nous faut admettre que ce que j'appelle le mur de la honte est encore plus néfaste pour la région qui en est limitrophe à la fois côté Est et côté Ouest. Ainsi, côté algérien pour Tlemcen et ses environs où en résultent à la fois la réduction et la dénaturation de l'activité réellement productive. Certains prix tendant même à s'établir en fonction de la nouvelle économie que favorise une contrebande frontalière opérant de façon bien plus intense qu'une simple spéculation. Une activité parallèle en plein essor à Tlemcen et dans sa région et même au-delà avec l'expansion des communications routières telle l'ouverture d'une autoroute Est-Ouest dans le Nord de l'Algérie. Ceci au point où l'on pourrait penser que pour Tlemcen et sa région cette réduction de l'activité hors de sa part informelle, pourrait être bien plus forte par rapport au reste du pays. Ce qui permet de soutenir que sa croissance serait quasi nulle. Une situation que j'évoque par ailleurs dans une contribution¹¹.

De même pour le côté Ouest de la frontière où, en plus de certains de ces inconvénients, la région d'Oujda ne parvient pas à bénéficier dans les mêmes conditions, de la croissance que connaît actuellement l'ensemble du Maroc.

D'où ma suggestion d'appeler tout au moins la frontière entre l'Algérie et le Maroc du nom Zoudj-Bghal, les « Deux Mulets » celui d'une localité située à proximité. D'autant que de ce fait, l'union du Maghreb se trouve renvoyée sine die, tout en donnant toujours lieu périodiquement à quelques initiatives sans lendemain.

L'Algérie et la Libye se situent ainsi en fonction de la nature de leur système socio-économique, sur un autre plan vis-à-vis de leurs partenaires marocain et tunisien. Le principal objet d'un rapprochement entre la Libye et la Tunisie se trouve être la question du contrôle des frontières par rapport au terrorisme et à son

¹¹ « Pour une Tlemcen, métropole maghrébo-méditerranéenne ». Ceci dans un ouvrage collectif en cours de publication par l'Association des Amis de Tlemcen de Paris.

approvisionnement en armes. Au point où la petite Tunisie détonera encore longtemps au beau milieu de ses deux grands voisins. L'un de ses chefs d'Etat Moncef Marzouki ira dès le début de son mandat, ce qui est à son honneur, jusqu'à sillonner les capitales maghrébines pour en inciter les dirigeants en vue de la construction de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Ce qui ne réduira en rien la désinvolture de ses voisins immédiats lesquels grisés par la disposition d'une rente importante, entendent se comporter en maîtres exclusifs chez eux plutôt que de consentir quelques partages à commencer par celui de leurs prérogatives.

Et ce malgré aussi des voix telle celle toute aussi puissante et porteuse qu'elle le fut, d'un Moufdi Zakaria s'exprimant en faveur de l'unification du Maghreb. Ce grand chantre militant auteur de l'hymne national algérien, célébrant par ailleurs cet ensemble tout autant que chacun de ses trois territoires centraux. Ce en quoi je le rejoins au point où hors du Maghreb, je me présente comme Maghrébin et ne demande jamais à un Maghrébin de quel pays il est, mais juste de quelle ville, ayant toujours soutenu que ce qu'on appelle aujourd'hui émergence ne peut se réaliser pleinement qu'à l'échelle de tout le Maghreb.

b) Un Sahel toujours perçu en tant que no man's land

Ceci sans même le mentionner et en faisant à peine référence à la dimension africaine. Certes, si au lendemain de sa nationalisation et à la suite du premier choc pétrolier de 1973, le secteur énergético-exportateur entraîna un recul de la part des Etats algérien et libyen vis-à-vis du Maghreb, par contre ils eurent subitement des velléités de déploiement au Sahel. D'où l'interventionnisme algéro-libyen dans la région, uniquement politico-économique de la part de l'Algérie et avec une dimension militaire de celle de la Libye, empiétant ainsi tous deux sur le domaine de la Françafrique.

Aujourd'hui, alors que l'Afrique sub-saharienne connaît une croissance économique parmi les plus fortes, au point de pouvoir être en voie d'émergence, à travers des pays tels la Côte d'Ivoire, le Nigéria, proches du Maghreb dont l'Algérie, dont dépendra ainsi en parti leur avenir. Se trouve admise à nouveau de la part de nos dirigeants l'ancienne bifurcation entre d'un côté un Sahara maghrébin et de l'autre un Sahel sous emprise française, au point où cette région fait peu parti de l'horizon de l'Algérie bien qu'elle y soit le plus accolée géographiquement. Par contre on se disperse dans des gesticulations comme dans le cadre du dit Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qu'anime l'Algérie notamment avec une Afrique du Sud située aux antipodes du Maghreb.

La Françafrique continuant aujourd'hui à y exercer seule une influence à laquelle correspond même une séparation y compris dans le système de la recherche en France entre le Maghreb et le Sahel. Les laboratoires dont l'objet est cette région maghrébo-sahélienne, disposant de champs comportant les uns uniquement le

Maghreb et les autres le Sahel voire un ensemble dit saharo-sahélien, sans la facilité de déborder sur leurs limites.

Reste que l'évidence de l'intérêt de l'Afrique subsaharienne n'échappe pas au Maroc lequel tend à s'y implanter fortement, à la différence de l'Algérie laquelle bien que bordée sur tout son côté Sud par le Sahel tend à s'y maintenir à distance, y compris depuis le surgissement de la crise malienne.

IV. L'insuffisante régulation à l'échelle de la Méditerranée occidentale

Le plus grave c'est qu'à tendre à réduire toute interaction de l'Algérie avec des pays aussi proches soit-ils, au point d'éviter ainsi l'indispensable compétition sur le plan économique, le pouvoir algérien en arrive à se comporter de la sorte comme à travers le Maghreb et l'ensemble saharo-sahélien, y compris dans le cadre de la Méditerranée occidentale en tant que telle au point où elle a fini par faire parti de l'impensé. Ceci à la différence de la Tunisie voisine dont le Gouvernement fait preuve en ce domaine comme en ce qui concerne la constitution de l'Union du Maghreb Arabe, de la plus grande ouverture. Comme s'était engagé le président Marzouki pour le renforcement du Groupe 5+5 rassemblant l'Arc latin et le Maghreb. En définitive la construction d'une Méditerranée occidentale qui constitue le cadre d'importantes relations et échanges de toutes sortes et dans laquelle les enfants du peuple de la rive Sud s'y noient à trop vouloir rejoindre celle du Nord, n'est pas à l'ordre du jour côté algérien.

L'Algérie ne devant pas de part même la volonté de son président, y « interagir », comme le souligne Ihsane El Kadi sur le site « Maghreb émergent ». Un évitement auquel contribuent les dirigeants français toute orientation politique confondue, entendant maintenir à distance leurs anciennes maghrébines.

D'où la faible structuration de la relation entre un Maghreb peu unifié avec le versant Nord de la Méditerranée occidentale, à savoir un Arc latin qui l'est aussi. Ceci côté Sud du fait surtout du Maghreb énergétique et côté Nord à l'initiative surtout de la France. Lesquels tendent conjointement de s'aligner selon un certain géotropisme, au point où, même si en apparence ce n'est pas avec une rhétorique violente, les liens économiques tout autant que les attaches ethnoculturelles entre les deux rives se trouvent en réalité peu pris en considération. C'est comme si d'un commun accord tacite l'un et l'autre tentent d'ignorer cette mer qui les baignent tous deux les réunissant ainsi géographiquement au point où l'on peut l'appeler mer maghrébo-latine en tant que cadre de leurs échanges de toutes sortes, jusqu'à maintenir entre eux des liens d'interdépendance.

Alors que c'est à travers la Méditerranée que l'Algérie et la Libye entretiennent une bonne partie de leurs échanges extérieurs, la quasi totalité de ces derniers l'étant avec l'Occident dont le dit Arc latin notamment l'Espagne, la France, l'Italie,

mis à part avec certains autres pays dont la Turquie et les grands pays d'Asie. La référence à la dimension maritime entre peu en ligne de compte à l'échelle du Maghreb, même dans les élaborations unitaires les plus significatives entre ses cinq pays. Ceci étant donné le poids qu'y exercent l'Algérie et surtout la Libye. Ainsi, déjà du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) du 17 février 1989, dont les premiers textes n'évoquent que le lien du Maghreb à l'Afrique et non à la Méditerranée occidentale qui le baigne sur toute la longueur de sa côte Nord.

D'où l'absence d'une reconnaissance de la méditerranéité du Maghreb, une des principales dimensions qui caractérisent pourtant cet ensemble, comme d'ailleurs l'Arc latin. Ce retrait à caractère idéologique vis-à-vis de la rive Nord de la Méditerranée en même temps que par rapport à la France, avait été systématisé en Algérie à la suite de l'arrivée au pouvoir du colonel Boumediène en 1965 et en Libye avec celle du colonel Kadhafi en 1969. La sensibilité panarabe s'y renforçant à l'initiative de ces caudillismes algérien et libyen portés par le secteur énergéto-exportateur, surtout à la suite du premier choc pétrolier. Ceci à l'encontre de la prise en considération de la Méditerranée occidentale comme du Maghreb et à une pleine et entière réalisation des pays concernés dans ces deux cadres.

L'Algérie et la Libye disposant de la force de frappe que constitue leur secteur énergéto-exportateur en tant que toutes deux vis-à-vis de l'étranger, à la fois fournisseuses de la production de ce secteur et qu'importatrices importantes grâce aux ressources conséquentes qu'il leur assure. Ce qui leur permettrait de jouer un rôle imposant dans l'ensemble de la région et au delà.

Or, en même temps qu'avec le prétexte de la préservation de leurs intérêts pétroliers et de leur souveraineté nationale, elles s'autorisent à manifester une perplexité vis-à-vis de la politique méditerranéenne de l'Europe occidentale dont celle dite de « voisinage ». Surtout dans la mesure où elle les assimile à des pays en voie de développement dépourvus de la rente et par conséquent tributaires de la division internationale du travail, jusqu'à vouloir exercer sur nos deux pays un contrôle quant à leur respect de certaines règles au niveau de la gouvernance et des droits de l'homme. Ceci en proposant en contrepartie des avantages financiers relativement biens modestes par rapport à l'importance des ressources que leur assure la disposition de la rente.

Conclusion : une contribution limitée en vue d'un réel essor régional

A la base du peu d'empressement des dirigeants algériens et libyens à affronter véritablement cette partie du monde développé toute proche, en l'occurrence l'Arc latin dont la France, comme y compris quelque pays maghrébin susceptible d'une émergence au point de se trouver ainsi en compétition directe avec, il y a aussi la crainte d'avoir à se remettre en question par rapport surtout à la situation extrême

vers laquelle ils entraînent leurs pays, en recourant à toutes sortes d'atermoiements au nom y compris du patriotisme, au point d'en faire des pays immergents faute d'une impulsion productiviste. Alors que l'Algérie tout au moins, est pourtant plus que la Libye, étant donné sa position géostratégique centrale, la plus à même d'impulser un mouvement dans une perspective méditerranéiste. Or, elle tend surtout à s'impliquer dans le seul maintien de l'équilibre régional issu des luttes d'indépendance. Ceci malgré l'exemple donné à son corps défendant par une jeunesse désespérée n'hésitant pas de se jeter à la mer dans l'espoir d'une reviviscence.

Dans les pays arabes énergético-exportateurs on a fini par passer de l'Etat rentier à un Etat de la rente avec la perpétuation de son improductivité. Ainsi, sous différentes formes le nationalisme y tend à un désengagement, la puissance dépendant de la perpétuation d'un militarisme en perte de vitesse et propice à un enfermement.

Quant aux pays arabes non dotés de ressources en hydrocarbures, ils poursuivirent leur fonctionnement de façon habituelle. Certains tel le Maroc remplissant de plus en plus les conditions d'une émergence. Ce qui y donne lieu à la perpétuation d'un arabisme ouvert assez séculier.

On peut considérer que cette différence sur ce plan entre l'Algérie et le Maroc, n'a pas été favorable à leur lien, bien au contraire.

Qui plus est, dans la grande campagne à laquelle ont donné lieu en France au cours du mois de novembre 2016 les élections présidentielles, on a presque pas évoqué la Méditerranée occidentale avec ses pays riverains si proches tant de la rive Sud que de celle du Nord, ni ceux du Sahel. Les relations d'échanges de toutes sortes qui existent dans ce cadre et de celles qu'il convient de promouvoir ont été peu prises en considération. Seules les relations avec quelques grandes puissances l'ont été. Au point d'y voir à une sorte d'abdication en faveur d'autres pays plus ou moins proches de cette région.

D'où une stabilité relative et un faible essor à venir de cet ensemble Méditerranée occidentale-Maghreb-Sahel.